



Contre l'université bourgeoise

DÉPUIS DÉBUT 2000, les militants libertaires ont participé au combat contre la restructuration néolibérale qui touche l'université de Witwatersrand à Johannesburg, Afrique du Sud.

Le plan Wits 2001

En février 2000, la direction de l'université annonçait 620 licenciements de travailleurs des secteurs de la restauration, du nettoyage et de l'entretien, devant prendre effet le 30 juin 2000. La gestion de ces secteurs serait alors prise en charge par des entreprises privées.

Cette mesure - le vice-président de la fac, Colin Bundy, s'en est vanté - permettrait une économie de 35 millions de rands sur 5 ans... Certes, mais cette « économie » serait réalisée principalement aux dépens de la main d'oeuvre, majoritairement noire.

Ces réductions de postes font partie d'un plan de restructuration néolibérale intitulé « Wits 2001 », ayant pour but la réorientation de l'université la plus prestigieuse d'Afrique du Sud, dans le sens d'une « faculté animée d'un esprit d'entreprise » et tournée vers « l'optimisation des opportunités de revenus découlant de la propriété intellectuelle et des autres activités à l'esprit d'entreprise ». Et cela nécessite une réduction des activités « non primordiales », comme la restauration et le nettoyage, et l'orientation de l'enseignement et de la recherche en fonction des besoins du marché et de la bourgeoisie.

Néolibéralisme

Adopté en 1996, Wits 2001 est un maillon d'une longue chaîne de plans de restructuration néolibérale engendrée par la structure macro-économique du gouvernement ANC : le GEAR (Growth, Employment And Redistribution strategy).

Le GEAR demande un abaissement des subventions destinées à l'enseignement supérieur et souhaite un rôle plus grand pour le privé dans l'uni-

versité. Le GEAR est aussi partisan d'une privatisation des entreprises publiques, de coupes claires dans les dépenses des services sociaux et d'une « flexibilité du marché du travail ». Conséquence : les inégalités sociales ne feront que s'agrandir en Afrique du Sud, en asservissant la classe ouvrière au capitalisme. C'est précisément le projet de classe de l'ANC, qui entend « déracialiser » le capitalisme et non pas le détruire.

Résistons, camarades

Face à Wits 2001, la section du syndicat NEHAWU (National Education Health Allied Workers Union) du campus a lancé une campagne contre les suppressions d'emplois. Alors que les quatre autres syndicats de la



fac la bouclaient et se courbaient devant les pressions de la direction, se déshonorant en acceptant les licenciements, le NEHAWU (qui organise la majorité des travailleurs touchés) tenait bon.

Pendant 4 mois, chaque jour, le syndicat a tenu des piquets de grève sur le campus et a mis en place une campagne nationale et internationale de soutien.

Mais le NEHAWU a surtout lutté seul la majeure partie du temps. Le soutien étudiant était sporadique, avec des actions réduites à février et juin, à l'occasion de l'occupation des bureaux du vice-président de l'université. À l'exception du Concerned Academics Group, la plupart des universitaires, organisés dans le syndicat jaune Academic Staff Association of Witwatersrand University (ASAWU), ont rampé devant

la direction (en dépit du fait que des suppressions de postes universitaires étaient en suspens), comme l'ont fait les autres syndicats.

La direction avait aussi le support tacite de l'ANC, et était protégée par des lois limitant largement le droit de grève.

La lutte continue

Le 30 juin est arrivé puis est passé, et les licenciements ont commencé. NEHAWU a perdu la moitié de ses 800 membres sur le campus. Sur 600 travailleurs licenciés, environ 250 ont été réemployés par les entrepreneurs privés qui ne se sont pas cachés du fait qu'ils ne toléreraient aucun type de contestation syndicale. De leur côté les salaires ont été largement revus à la baisse : un employé dans la restauration gagnait auparavant 3 000 rands par mois, aujourd'hui il n'en gagne plus que 1200.

Par ailleurs, en août, la direction de la fac a fait une demande en vue d'obtenir la poursuite en justice de NEWANU et des organisations étudiantes qui ont soutenu la campagne. Ce qui a particulièrement irrité la direction fut la perturbation de sa conférence « Urban futures » le 14 juillet dernier par une centaine de manifestants, dont les travailleurs licenciés de l'Université de Witwatersrand.

En ce moment, les négociations ont pour objet l'arrêt des poursuites judiciaires. Mais les militants ne sont pas au bout de leurs peines : Bundy (vice-président de la fac) a révélé au cours d'une discussion privée qu'il entendait prendre des mesures disciplinaires contre certains activistes. Une telle répression est l'autre visage du néolibéralisme : son programme n'étant jamais populaire, il ne peut être imposé que par la force. Néanmoins, nous sommes encore là, prêts à combattre. Le NEHAWU a non seulement survécu mais, gain crucial, la coalition de circons-

tance contre Wits 2001 s'est unie à une lutte importante à Johannesburg : celle menée par le syndicat SAMWU (South African Municipal Workers Union) contre le plan néolibéral Goli 2002.

Le nouveau front issu de la fusion, le forum anti-privatisation, intègre différents courants politiques. Il est cependant devenu un référent pour les travailleurs et les communautés noires qui doivent faire face aux effets du GEAR, que ce soit au travers des coupures d'électricité pour non paiement ou des licenciements massifs. Bases d'un nouveau mouvement oppositionnel, des forums similaires sont nés aussi au Cap et à Durban.

L'enjeu réside maintenant dans le fait que la lutte reste autogérée et dans la construction d'un large front des travailleurs sur une base lutte de classe contre le néolibéralisme, contre le capitalisme.

La question clé pour les travailleurs en Afrique du Sud aujourd'hui : la nécessité d'une indépendance des syndicats vis à vis de l'ANC. L'ANC est en effet un parti bourgeois, derrière lequel se cache le capital local et international. Mais nous savons que, comme travailleurs, nous pouvons nous opposer à la logique néolibérale.

Nous pensons que la nouvelle vague internationale de lutte contre le capitalisme (commencée avec Seattle) et la globalisation des luttes et de la solidarité, est peut-être une première étape sur la route qui mène à l'autonomie ouvrière et à la révolution internationale autogestionnaire.

Pour un pays confronté à plus d'un demi-million de suppressions d'emplois durant ces trois dernières années, il n'y a pas d'autre alternative : communisme libertaire ou barbarie.

Lucien van der Walt
Bikisha Media Collective
Johannesburg
Traduction du secrétariat
international